

COMPTE RENDU DE LA DEUXIÈME SESSION DU COMITÉ PRÉPARATOIRE DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 7-8 MARS 2011

La deuxième session du Comité préparatoire (PrepCom II) de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio 2012) s'est réunie les 7 et 8 mars 2011 au Siège des Nations Unies à New York. Au cours de la réunion, les délégués ont discuté: des efforts visant à obtenir des engagements politiques renouvelés pour le développement durable, de l'évaluation des progrès accomplis jusqu'à maintenant et des lacunes restant à combler au niveau de la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable et de relever les défis nouveaux et émergents; d'une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté; et du cadre institutionnel du développement durable. Tard dans l'après-midi du deuxième jour, les délégués ont adopté, par voie de consensus, une décision relative à la procédure à suivre en vue de la préparation du projet de document de résultat de la CNUDD.

Le Coprésident Park a indiqué, lors de la clôture de la réunion, que les prochaines étapes incluent: de mettre le résumé des Coprésidents de la PrepCom II à disposition des délégués d'ici au 18 mars, la préparation, par le Bureau, d'un avant-projet de document de résultat, cinq réunions préparatoires régionales, et des événements organisés par plus de 10 pays. Alors que les délégués quittaient le North Lawn Building mardi soir, ils ont admis que le chemin qui reste à parcourir se réduit, et qu'ils ont maintenant une feuille de route pour parvenir à la Conférence de Rio, du 4 au 6 juin 2012.

BREF HISTORIQUE DES CONFÉRENCES ENVIRONNEMENTALES DES NATIONS UNIES

Le 24 décembre 2009, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Résolution 64/236 convenant d'organiser la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou Rio 2012) en 2012 au Brésil. La CNUDD marquera le 40^e anniversaire de la première grande conférence

politique internationale comportant spécifiquement le mot «environnement» dans son titre, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, qui s'est réunie à Stockholm, en Suède, en 1972. La CNUDD marquera également le 20^e anniversaire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en 1992.

La CNUDD cherchera à obtenir des engagements politiques renouvelés en faveur du développement durable, à évaluer les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre des engagements déjà convenus et à relever les défis nouveaux et émergents. La Conférence se concentrera notamment à discuter et à affiner, au cours du processus préparatoire, les thèmes suivants: une économie verte dans le contexte du développement durable

DANS CE NUMÉRO

Bref Historique des Conférences Environnementales des Nations Unies	1
Compte Rendu de la PrepCom II	3
Obtenir un Engagement Politique Renouvelé en Faveur du Développement Durable, Évaluer les Progrès Accomplis Jusqu'à Maintenant et les Lacunes Restantes dans la Mise en Oeuvre des Résultats Issus des Grands Sommets Relatifs au Développement Durable et Relever les Défis Nouveaux et Émergents	3
Économie Verte dans le Contexte du Développement Durable et de l'Éradication de la Pauvreté	4
Cadre Institutionnel du Développement Durable	5
Séance Plénière de Clôture	6
Brève Analyse de la PrepCom II	7
Prochaines Réunions	9
Glossaire	11

et de l'éradication de la pauvreté; et le cadre institutionnel du développement durable. La Résolution 64/236 a également appelé à la tenue de trois réunions du Comité préparatoire (PrepCom), avant la CNUDD.

Le 14 mai 2010, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé la nomination du Sous-Secrétaire général aux affaires économiques et sociales des Nations Unies, Sha Zukang, en tant que Secrétaire général de la Conférence. Le Secrétaire général des Nations Unies a ensuite nommé Brice Lalonde (France) et Elizabeth Thompson (Barbade) en tant que coordonnateurs exécutifs.

CNUED: La conférence des Nations Unies sur l'environnement humain s'est tenue à Stockholm, en Suède, du 5 au 16 juin 1972, et a produit trois grands ensembles de décisions. Le premier ensemble fut la Déclaration de Stockholm. Le deuxième fut le Plan d'action de Stockholm, composé de 109 recommandations en matière de mesures internationales pour lutter contre la dégradation de l'environnement à l'intention des gouvernements et des organisations internationales. Le troisième ensemble de décisions fut un groupe de cinq résolutions demandant: une interdiction des essais d'armes nucléaires; la création d'une banque de données internationale sur les données environnementales; l'examen des actions liées au développement et à l'environnement; la création d'un Fonds pour l'environnement; et l'établissement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en tant que noyau central de la coopération environnementale mondiale et de l'établissement de traités.

COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT: En 1983, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de créer une commission indépendante pour formuler un programme d'action à long terme. Au cours des trois années suivantes, la Commission — plus communément connue sous le nom de la Commission Brundtland, d'après le nom de son Président, Gro Harlem Brundtland — a tenu des audiences publiques et a examiné les questions. Son rapport, *Notre avenir à tous*, publié en 1987, a souligné la nécessité de stratégies de développement dans tous les pays qui ont reconnu les limites de la capacité de l'écosystème à se régénérer et à absorber les déchets. La Commission a souligné le lien entre le développement économique et les questions environnementales, et a identifié l'éradication de la pauvreté comme une condition nécessaire et fondamentale à un développement écologiquement durable.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT: La CNUED, également connue comme le «Sommet de la terre,» s'est tenue du 3 au 14 juin 1992, et a vu la participation de plus de 100 chefs d'État et de gouvernement, les représentants de 178 pays, et quelque 17 000 participants. Les principaux résultats de la CNUED ont été la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'Action 21 (un programme d'action composé de 40 chapitres), et la Déclaration de principes sur les forêts. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique ont également été ouvertes à la signature lors du Sommet de la terre.

Le chapitre 38 d'Action 21 a appelé à la création d'une Commission sur le développement durable (CDD) en vue: d'assurer un suivi efficace de la CNUED; d'améliorer la coopération internationale et rationaliser le processus décisionnel intergouvernemental; et d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 à tous les niveaux. En 1992, la 47^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a établi, dans la Résolution 47/191, le mandat, la composition, les lignes directrices devant régir la participation des ONG, l'organisation des travaux, les liens avec d'autres organes des Nations Unies, et les dispositions relatives au Secrétariat. La CDD a tenu sa première session en juin 1993 et s'est réunie annuellement depuis.

SEAGNU-19: Également lors de sa 47^e session en 1992, l'AGNU a adopté la Résolution 47/190, qui a appelé à une session extraordinaire de l'AGNU (SEAGNU) pour examiner la mise en œuvre d'Action 21, cinq ans après la CNUED. La 19^e Session extraordinaire de l'AGNU consacrée à la Revue et l'évaluation globale d'Action 21 (23-27 juin 1997, New York) a adopté le Programme de la suite de la mise en application d'Action 21 (A/RES/S-19/2). Elle a évalué les progrès accomplis depuis la CNUED, a examiné la mise en œuvre, et a établi le programme de travail de la CDD pour la période 1998-2002.

SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: Le sommet mondial pour le développement durable (SMDD) s'est réuni du 26 août au 4 septembre 2002, à Johannesburg, en Afrique du Sud. L'objectif du SMDD, conformément à la Résolution 55/199 de l'AGNU, était d'organiser une évaluation décennale de la CNUED, au niveau du Sommet, aux fins de renouveler l'engagement mondial en faveur du développement durable. Le SMDD a rassemblé plus de 21 000 participants provenant de 191 gouvernements, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, du secteur privé, de la société civile, des universités et de la communauté scientifique. Le SMDD a négocié et adopté deux principaux documents: Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMŒ) et la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable.

Le PMŒ est conçu comme un cadre d'action visant à mettre en œuvre les engagements initialement convenus lors de la CNUED et comprend onze chapitres portant sur: l'introduction; l'éradication de la pauvreté; la consommation et la production; la base des ressources naturelles; la santé; les petits États insulaires en développement (PEID); l'Afrique; les autres initiatives régionales; les moyens de mise en œuvre; et le cadre institutionnel. La Déclaration de Johannesburg décrit le chemin parcouru depuis la CNUED jusqu'au SMDD, met en exergue les défis, exprime un engagement en faveur du développement durable, souligne l'importance du multilatéralisme et met l'accent sur la nécessité de mise en œuvre.

PREPCOM I DE LA CNUDD: La première session du Comité préparatoire de la CNUDD s'est tenue du 17 au 19 mai 2010, au Siège des Nations Unies à New York. Le PrepCom a abordé les questions de fond et de procédure. En ce qui concerne le fond, les délégués ont évalué les progrès réalisés et les lacunes à combler dans la mise en œuvre des résultats issus des grands

sommets relatifs au développement durable. Ils ont également discuté des défis nouveaux et émergents, d'une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, et du cadre institutionnel du développement durable. En ce qui concerne les aspects de procédure, les participants se sont réunis dans des groupes de contact pour organiser leur travail au cours de la période allant jusqu'en 2012, et pour examiner le règlement intérieur de la CNUDD.

PREMIÈRE RÉUNION INTERSESSIONS DE LA CNUDD: La première Réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD) de 2012 s'est tenue les 10 et 11 janvier 2011, au Siège des Nations Unies à New York. Au cours de la réunion, les délégués ont entendu: un résumé des conclusions du Rapport de synthèse faisant état des efforts visant à obtenir des engagements politiques renouvelés en faveur du développement durable, évaluer les progrès accomplis jusqu'à maintenant et les lacunes dans la mise en œuvre des résultats issus des grands sommets relatifs au développement durable et relever les défis nouveaux et émergents; et des discussions en panels portant sur l'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, et le cadre institutionnel du développement durable. Les délégués se sont alors engagés dans des discussions interactives avec les présentateurs.

COMPTE RENDU DE LA PREPCOM II

L'Ambassadeur John Ashe (Antigua-et-Barbuda), Coprésident du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, a ouvert la PrepCom II, le lundi 7 mars 2011. Il a noté que les discussions seraient encadrées par les questions préparées par le Bureau et que les sessions n'incluraient pas les groupes d'experts, contrairement aux réunions précédentes.

Le Secrétaire général de la CNUDD, Sha Zukang, a informé les délégués du contenu du rapport du Secrétaire général des Nations Unies à la PrepCom II, portant sur les objectifs et les thèmes de la CNUDD (A/CONF.216/PC/7). Il a également présenté le Rapport de synthèse révisé (A/CONF.216/PC/8), attirant l'attention sur une section révisée intitulée «La voie à suivre», qui reflète les secteurs de convergence naissants, de même que les points de désaccord qui demandent davantage de discussion.

Le Brésil a annoncé que la CNUDD se tiendrait du 4 au 6 juin 2012, et que la PrepCom III aurait lieu du 28 au 30 mai 2012.

DÉCLARATIONS LIMINAIRES: L'Argentine, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine (G-77/Chine), a souligné que les préparations pour Rio 2012 bénéficieraient d'un examen, dans un avenir rapproché, du projet de document de résultat. La Hongrie, s'exprimant au nom de l'Union européenne (UE) et de ses États membres, a souligné que Rio 2012 fournit une occasion d'orienter les économies et les marchés globaux vers une voie plus durable, ainsi que de promouvoir une structure de gouvernance plus forte. Les Iles Fidji, au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), a souligné le besoin d'une «économie bleue» qui accorde la

priorité à la pêche et aux océans. Nauru, au nom des petits États insulaires du Pacifique en développement (PEIPD), a repris l'argument de l'AOSIS, à savoir qu'une économie verte doit être une «économie bleue».

Le Népal, au nom des pays les moins avancés, a noté qu'une économie verte ne devrait pas être interprétée comme une conditionnalité, ou contraindre l'espace politique de chaque pays à poursuivre son propre mode de développement. Dans sa capacité nationale, le Népal a encouragé la création d'un programme de travail séparé sur les montagnes au sein du processus de la CNUDD. Le Chili, au nom du Groupe de Rio, a relevé l'absence d'une définition claire et convenue de «l'économie verte».

OBTENIR UN ENGAGEMENT POLITIQUE RENOUVELÉ EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ÉVALUER LES PROGRÈS ACCOMPLIS JUSQU'À MAINTENANT ET LES LACUNES RESTANTES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES RÉSULTATS ISSUS DES GRANDS SOMMETS RELATIFS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RELEVER LES DÉFIS NOUVEAUX ET ÉMERGENTS

Lundi, le Coprésident Ashe a initié la discussion interactive en soulevant sept questions: dans quels secteurs l'engagement politique national, en vue d'atteindre les objectifs du développement durable, ont-ils été particulièrement forts; quels défis nouveaux et émergents constituent des menaces sérieuses au développement durable dans un pays; comment le lien entre la science, l'éducation, et la politique peut-il être renforcé de façon à relever les défis nouveaux et émergents; qu'est-ce que peut réaliser la CNUDD pour renforcer la coopération internationale nécessaire au soutien du développement durable; quels ont été les principaux facteurs contribuant aux lacunes dans la mise en œuvre des initiatives de développement durable et quelle est la meilleure manière de les traiter; quelles ont été les principales difficultés rencontrées dans les efforts de promotion de l'intégration de la planification et de la prise de décision à l'échelle des pays; et quels sont les risques au progrès soutenu vers la convergence des trois piliers du développement durable.

L'UE a déclaré qu'une transition vers une économie verte est impérative, et que les résultats de Rio 2012 devraient consister en une feuille de route détaillant les étapes concrètes assurant une telle transition. Le G-77/Chine a indiqué que bon nombre de lacunes dans les engagements internationaux résultent d'un manque de politiques mutuellement cohérentes et que le processus préparatoire devrait réfléchir aux questions de savoir où et pourquoi des erreurs ont été commises. Palau, au nom de la région du Pacifique, a repris les arguments de l'AOSIS et des PEIPD, à savoir qu'une économie verte est une «économie bleue». L'Espagne, au nom du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement (CA/FMME), a indiqué que la participation et l'inclusion doivent être les principes fondamentaux de la CNUDD.

L'Australie a souligné les défis liés: au développement durable des ressources aquatiques et marines, et la disponibilité, la qualité et la gestion de l'eau; à l'érosion de la biodiversité; et à l'urbanisation croissante, y compris les pressions relatives aux transports et aux déchets. La Bolivie a invité l'ONU à aborder

les questions de l'eau de manière complète et avec des Bureaux dédiés à cette fin. L'Équateur a indiqué qu'il y a eu des avancées sur les aspects juridiques de la gestion environnementale et la création d'institutions, mais qu'il y a eu peu d'articulation des objectifs du développement durable de manière transversale aux secteurs. Le Pérou a souligné: les analyses de coûts et bénéfiques; la compétitivité; la gestion axée sur les résultats; la sécurité juridique; et les améliorations cohérentes.

Le Japon a rappelé son engagement à financer des actions relatives au changement climatique et à la biodiversité et a souligné le thème de la sécurité humaine. La Chine a appuyé la préparation à court terme d'un document de résultat et a annoncé sa contribution au Fonds fiduciaire pour la participation des experts et des pays en développement.

La Suisse a indiqué qu'une analyse intégrale de la structure financière et des implications légales des recommandations devrait figurer dans le document du Groupe consultatif du PNUE sur la gouvernance environnementale internationale (GEI) (résultat de Nairobi-Helsinki).

La Norvège a suggéré que la CNUDD mît l'accent sur la nécessité d'aborder les trois piliers du développement durable en tant qu'objectifs inséparables. Le Brésil a noté le risque d'isoler le pilier environnemental et a appelé à une aide technique et financière et pour que les pays en développement abordent les trois piliers de concert. Le Canada a indiqué que les engagements politiques renouvelés ne découleraient pas des nouveaux modèles de gouvernance, mais des engagements en faveur d'une reprise économique équilibrée et durable et d'un ensemble d'outils incluant des mesures et des pratiques relatives à la croissance verte et aux objectifs du millénaire pour le développement.

L'Indonésie a indiqué que la mise en œuvre fragmentée des engagements n'était pas utile aux pays naturellement prédisposés aux désastres. L'Algérie a exprimé l'espoir que la CNUDD aboutît à un programme d'action concret, avec des mesures assorties d'échéances, des sources de financement spécifiques, et un mécanisme de suivi.

Le Pakistan a relevé les risques associés au soutien des progrès vers la convergence des trois piliers, à savoir: une «approche uniforme», le protectionnisme vert, et l'absence des moyens de mise en œuvre.

Les Femmes ont mis l'accent sur l'inclusion des femmes et l'adoption d'un cadre fondé sur le droit. Les Entreprises et l'industrie ont indiqué que l'alliance «Action des entreprises pour le développement durable 2012» a récemment été créée, et ont appuyé le libre échange et les marchés ouverts et l'État de droit. La communauté scientifique et technique a déclaré que les résultats de la CNUDD devraient inclure des engagements pour renforcer les capacités des pays en développement dans les domaines de la science, la recherche, et la technologie.

ÉCONOMIE VERTE DANS LE CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ

Lundi, le Coprésident du PrepCom, l'Ambassadeur Park In-kook (République de Corée), a amorcé les discussions en soulevant sept questions: quels investissements spécifiques un gouvernement devrait-il prioriser en tant qu'élément d'une

stratégie économique verte; quelle politique fiscale est la plus à même de favoriser une économie verte qui stimule la création d'emplois; comment mieux multiplier les modèles locaux réussis d'économie verte; que devraient changer les entreprises pour promouvoir une économie verte; quels sont les coûts probables de la transition vers une économie verte; quels sont les éléments clés d'un cadre international favorable à une économie verte et équitable concernant le commerce, à l'aide au développement et aux investissements; et quelles décisions pourraient prendre la CNUDD pour soutenir une économie verte qui contribue à l'éradication de la pauvreté et au développement durable dans tous les pays.

L'Espagne, au nom de la présidence du PNUE CA/FMME, a souligné: qu'une économie verte n'est pas un substitut au développement durable; que les opinions divergent quant aux instruments spécifiques d'une économie verte; que les modes de consommation et de production durables (CPD) et le cadre décennal de programmation de la CPD seraient essentiels à la transition; et la société civile et les femmes seront des éléments clefs dans les efforts de planification de la transition.

L'UE a souligné que l'économie verte peut stimuler la croissance et aider à produire des emplois décents et que l'engagement actif d'un large éventail d'acteurs est déterminant. Le délégué a proposé une feuille de route avec un ensemble d'actions, d'échéanciers de mise en œuvre, d'objectifs, de buts et d'indicateurs.

Le G-77/Chine, appuyé par le Guatemala, la République dominicaine, le Chili et la Barbade, au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a relevé que les éléments suivants doivent être considérés lors de la conception d'une politique relative à l'économie verte: le concept d'économie verte doit être développé selon les Principes de Rio et d'Action 21; l'éradication de la pauvreté doit être la priorité; les politiques doivent être flexibles; l'espace politique propre aux pays doit être réaffirmé; et les impacts de la transition doivent être étudiés. Le Mexique a indiqué que les technologies et les infrastructures peuvent fournir des outils pour réduire la consommation mondiale en énergie, à condition qu'elles soient accessibles aux pays en développement.

Cuba a exprimé des inquiétudes quant au fait que la proposition ne tient pas compte de toutes les étapes du développement, qu'elle n'explique pas comment un vrai changement serait réalisé, et que celui-ci minerait le paradigme du développement durable. L'Équateur a indiqué qu'une économie verte devrait incorporer le concept d'«empreinte écologique».

La Bolivie a indiqué que certains aspects d'une économie verte pourraient nuire aux écosystèmes. Le Nicaragua a indiqué qu'une économie verte ne devrait pas être employée pour justifier les entraves au commerce de produits provenant des pays en développement, ni comme une condition à la coopération, aux prêts et à la réduction des dettes.

Le Cambodge a indiqué que les priorités incluent l'accroissement de l'accès au marché des pays développés pour les produits verts, et l'augmentation de la productivité agricole suivant les principes de l'économie verte.

La Tanzanie a indiqué que les pays en développement voient l'économie verte comme une source d'opportunités de même que de risques. Le Kenya a appelé à ce que soit évité une brusque fin du modèle économique actuel. L'Afrique du Sud et le Maroc ont indiqué que l'approche de l'économie verte devrait promouvoir la création d'emplois. La Tunisie a indiqué que la récente révolution dans son pays a montré que les jeunes se préoccupent des thèmes d'emploi décent et de justice sociale, et le délégué a demandé à ce que Rio 2012 porte principalement sur la promotion de la justice globale et des emplois décents.

Monaco a indiqué que les océans et les eaux sont essentiels à une économie verte et a annoncé qu'elle accueillera une conférence d'experts pour élaborer le rapport entre les thèmes des océans et de Rio 2012. L'Islande a mis l'emphase sur: l'environnement marin; l'efficacité énergétique et l'accès à l'énergie pour tous, notamment avec des options d'énergie renouvelable telles que les ressources géothermiques; la dégradation des sols; et la considération du facteur genre.

Le délégué des États-Unis a mis en exergue les actions liées à une économie verte, y compris l'élimination des subventions relatives aux combustibles fossiles, et a suggéré de définir un ensemble d'outils ou un éventail d'options. L'Italie a proposé d'explorer l'investissement public et les incitations fiscales qui favorisent une économie verte. La Norvège a suggéré de préparer l'information concernant les éléments constitutifs d'une économie verte. Le Saint-Siège a indiqué que les humains, dans leur «pleine humanité», devraient être vus comme l'objectif ultime du développement.

Le Brésil a suggéré un apprentissage à partir des modèles locaux et des expériences locales, et que les subventions abusives et les mesures de restriction du commerce soient abordées. La République de Corée a suggéré une réforme des systèmes fiscaux afin de refléter les coûts associés à la pollution et de renforcer les mesures fiscales relatives au carbone.

L'Égypte a indiqué qu'une économie verte devrait donner la priorité à l'investissement dans les plans nationaux et à la création d'emplois, et éviter d'utiliser les normes environnementales comme prétexte pour limiter les possibilités de commerce pour les pays en développement. La Chine a indiqué qu'elle était disposée à échanger les bonnes pratiques relatives aux liens entre une économie verte et l'emploi et d'autres aspects.

Le Directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, a déclaré que les pays les moins avancés risquent de prendre du retard en matière de transition vers une économie verte, sans ressources humaines ou autre type de ressources à utiliser en lieu et place des combustibles fossiles.

L'Organisation des Nations Unies sur l'éducation, la science et la culturelle (UNESCO) a souligné l'importance des femmes dans le développement durable, et a appelé à l'élaboration de politiques permettant la participation des scientifiques, des décideurs et de la société.

La Commission océanographique internationale de l'UNESCO (COI) a déclaré que l'économie «bleu-verte» devrait réaffirmer l'importance des services et du rôle des écosystèmes océaniques dans tous les aspects de l'économie. Elle a relevé que les PEID ont besoin d'aide pour renforcer leur résilience

aux catastrophes naturelles. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis en exergue que l'agriculture, la foresterie et la pêche devraient être considérées comme des parties intégrantes d'une économie verte.

ONU-HABITAT a indiqué que les gouvernements devraient accorder la priorité à l'investissement dans le développement urbain durable. Les syndicats ont exprimé leur espoir de voir des résultats qui engendrent du travail et des emplois décents. L'Organisation internationale du travail a souligné la nécessité d'amortir les effets provisoires de la transition à une économie verte que peuvent subir les groupes vulnérables.

Le Coprésident Park a récapitulé les suggestions de certains présentateurs: un résultat de la CNUDD pourrait inclure le développement d'une feuille de route vers l'économie verte, d'un ensemble d'outils ou d'une compilation des pratiques vertes; et la suite des actions pourrait inclure le renforcement des capacités, le développement de ressources et de technologies novatrices ou d'un accord international contre la spéculation en matière de pétrole et de denrées alimentaires. Il a déclaré que les prochains forums menés par les pays et les organisations discuteront des thèmes relatifs à la CNUDD.

CADRE INSTITUTIONNEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Mardi matin, le Coprésident Ashe a ouvert la session, déclarant que le cadre institutionnel devrait être flexible afin d'aborder les questions nouvelles et émergentes, tout en étant équilibré et inclusif des trois piliers du développement durable.

L'Espagne, au nom de la présidence du CA/FMME du PNUE, a invité le PrepCom à demander une analyse complète des options de résultat de Nairobi-Helsinki du PNUE.

Le G-77/Chine a indiqué que les contributions de toutes les parties prenantes amélioreraient la coopération et la coordination, afin d'assurer la mise en œuvre des engagements pris dans différents forums.

L'UE a identifié trois objectifs: la gouvernance environnementale internationale (GEI), une architecture de développement durable, et la gouvernance multi-niveaux. L'UE a appuyé l'idée de promouvoir le PNUE à une institution spécialisée, et a déclaré que cette promotion, par opposition à une nouvelle institution, améliorerait le traitement des défis croissants. L'Allemagne a préconisé une amélioration du PNUE et a exprimé son intérêt en faveur d'une proposition de développer un meilleur cadre du développement durable au sein des Nations Unies. La France a appuyé la création d'une institution spécialisée sur l'environnement qui rétablit la visibilité politique à l'aide de solutions novatrices.

Le Kenya a décrit une proposition pour transformer le PNUE en une agence décentralisée et spécialisée, avec son siège à Nairobi. L'Italie a indiqué que le PNUE devrait être transformé en une institution spécialisée, et que la GEI devrait être liée au cadre du développement durable.

La Fédération de Russie a indiqué que la mise en œuvre du Plan de mise en œuvre de Johannesburg ne pourrait pas être réduite à reformer le PNUE et doit inclure l'exploration du potentiel d'autres mécanismes existants, y compris les résultats de Monterrey 2002 sur le financement du développement.

La Chine a appelé à: une amélioration du rôle joué par le PNUE et la réalisation d'une CDD renforcée; l'amélioration de la coordination entre les mécanismes actuels; et la coordination entre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les banques de développement et les agences de l'ONU, de façon à assurer des conditions propices aux technologies favorables à l'environnement, et à compléter l'aide officielle au développement avec un financement novateur, en vue d'un développement durable.

Le Brésil a décrit sa vision d'une structure «parapluie» dans le système de l'ONU, centrée sur la promotion du développement durable et la mise en œuvre des engagements multilatéraux existants, de même que sur le rôle pivot du PNUE en tant qu'organe de mise en œuvre, et le soutien aux pays à travers le renforcement des capacités et le conseil scientifique. La déléguée a également annoncé que le 22 août 2011, le Brésil accueillera des consultations informelles sur les questions concernant Rio 2012.

La Suisse a indiqué: qu'une analyse complète de la structure et des options incluses dans les résultats de Nairobi-Helsinki du PNUE devrait être conduite et mise à disposition avant la deuxième Réunion intersessions de la PrepCom. La Nouvelle-Zélande a appuyé une analyse du résultat de Nairobi-Helsinki.

Le Canada a indiqué qu'un nouveau mécanisme ne devrait pas être créé, et a suggéré de prolonger le concept d'«une ONU» en matière de développement durable, probablement à travers une troïka de commissions régionales, le PNUE et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), soulevant périodiquement des questions à la communauté internationale par le biais du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) ou d'une CDD reformée. La Bolivie a indiqué que la CDD devrait assurer la participation de toutes les parties prenantes. L'Indonésie a appuyé l'idée d'autonomiser et de renforcer les composants de l'ONU tels que l'ECOSOC et la CDD. L'Australie a indiqué que les propositions de réforme devraient aller au-delà du PNUE et considérer d'autres acteurs, y compris la CDD.

La République de Corée a accueilli avec satisfaction l'amélioration de la CDD et de l'ECOSOC et le renforcement du PNUE. Le Pakistan a décrit les défis institutionnels tels que: la fragmentation; les ressources et les mécanismes de respect des dispositions inadéquats; et le besoin de se concentrer sur la façon dont la CDD pourrait être modifiée et le PNUE amélioré, d'ici la PrepCom III.

L'Inde a indiqué que l'ECOSOC devrait prendre en charge et coordonner ses commissions fonctionnelles. Plusieurs autres pays, y compris le Japon et l'Arabie Saoudite, ont réclamé le renforcement de la CDD.

Cuba a indiqué que l'objectif premier d'un cadre institutionnel du développement durable devrait être une plus grande cohérence des institutions. Le Guatemala a appelé à un renforcement du PNUE tout en évitant la création de nouvelles institutions. La Thaïlande a accueilli favorablement la réforme actuelle des institutions financières internationales pour permettre une plus grande représentation des pays en développement.

Le représentant des É.-U. a souligné que la création d'une nouvelle institution multilatérale n'engendre pas de volonté politique, et a attiré l'attention notamment sur, le travail du Groupe de gestion de l'environnement des Nations Unies sur les garanties environnementales. La République tchèque a demandé un accord sur la façon dont le cadre du développement durable relèvera les défis transversaux, nouveaux et émergents.

La Norvège et l'UNESCO ont réclamé un accroissement de la cohérence dans l'ordre du jour relatif au développement durable à travers le système des Nations Unies.

Le PNUE a déclaré que la GEI fait partie intégrale du cadre du développement durable, et les trois piliers du développement durable devraient être considérés comme un système. L'OMC a indiqué que le commerce et le développement durable vont de pair. La Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies a rappelé aux participants l'existence de la troisième session de la Plate-forme mondiale pour la prévention des catastrophes.

Les Peuples autochtones du Brésil ont demandé quelle est la meilleure façon dont les organisations non gouvernementales (ONG) peuvent présenter leurs vues et participer au processus. Enfance et jeunesse a proposé d'élever le statut la CDD de façon à ce qu'elle se rapporte directement à l'Assemblée générale de l'ONU et de renforcer le PNUE. Les autorités locales ont proposé que la CDD et l'ECOSOC soient élevés à un niveau hiérarchique supérieur, avec adhésion universelle.

Le COI a indiqué qu'un nouveau mécanisme global est nécessaire pour assurer une approche participative et holistique à la gouvernance des océans.

SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Mardi après-midi, le Coprésident Park a ouvert la séance de clôture, centrant la discussion autour de deux questions principales: «Qu'espérons-nous de la Conférence?» et «À quoi devrait ressembler le document de résultat en termes de structure et de contenu?» La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies, au nom des cinq Commissions régionales de l'ONU, a présenté leur travail sur un rapport commun portant sur la mise en œuvre, menée par les pays, des deux thèmes de Rio 2012.

La Suisse a indiqué que les résultats devraient consister en une feuille de route vers l'économie verte, reflétant les progrès au niveau politique et opérationnel. La Bolivie a indiqué que le document de résultat devrait comporter un plan d'action stratégique pour combler les lacunes et pour aborder la gouvernance mondiale pour le développement durable. Le Brésil a énoncé le souhait de voir, notamment, un engagement politique renouvelé, un cadre d'initiatives, et des moyens de mise en œuvre abordés d'une façon transversale.

La Chine a indiqué que les consultations relatives au document de résultat devraient être ouvertes et transparentes. Le Japon a appelé à ce que le document de résultat confîne des propositions concrètes. L'UE a souligné que l'engagement des pays devrait être accompagné d'une feuille de route.

EXAMEN DU PROJET DE DÉCISION SOUMIS PAR LE BUREAU: Le Coprésident Park a présenté un projet de décision sur le procédé relatif à la préparation du projet de document de

résultat de Rio 2012, qui avait été distribué en tant que document informel, en anglais seulement. Le projet de décision décrit le processus par lequel le Bureau préparera le projet de document de résultat, et le processus par lequel il sera négocié. Concernant ce dernier, le projet propose de tenir une réunion de trois jours en janvier 2012 pour mener des discussions initiales au sujet de «l'avant-projet» du document de résultat, et pour réserver une semaine entière pour des «informelles-informelles», qui se tiendront chaque mois, de février à avril 2012.

Le G-77/Chine et Cuba ont indiqué qu'il était malheureux que le projet indique que les réunions portant sur l'avant-projet n'auraient lieu que «dans la limite des ressources existantes», mais, à condition que ce libellé soit révisé par le cinquième Comité de l'Assemblée générale, le groupe a déclaré qu'il ne bloquerait pas le consensus. La République dominicaine a relevé l'absence, dans le projet, de consultations nationales et régionales, qui, selon ce qu'a indiqué le délégué, pourrait mettre en danger le succès de Rio 2012. Le Venezuela a indiqué qu'il ne pourrait pas appuyer une décision qui ne garantit pas la pleine participation des pays en développement.

Le projet de décision a été adopté par voie de consensus.

Décision finale: Dans la décision, la PrepCom II:

- Demande au Bureau de lancer un processus ouvert, transparent et inclusif dirigé par les États membres pour rédiger en temps utile un projet de texte fondé sur toutes les contributions préparatoires pour servir de base au document de résultat de la Conférence;
- Invite tous les États membres et parties prenantes concernées à fournir des contributions d'ici au 1^{er} novembre 2011 afin qu'elles soient incluses dans un document de compilation qui servira de base à la préparation de «l'avant-projet» du document de résultat;
- Demande au Bureau de présenter le texte de compilation lors de la deuxième Réunion intersessions, qui se tiendra à la mi-décembre 2011;
- Demande aux Coprésidents de présenter «l'avant-projet» au plus tard en janvier 2012; et
- Recommande que le Bureau convoque une session de trois jours en janvier 2012 pour discuter de «l'avant-projet» et pour tenir des semaines de discussions «informelles-informelles», qui auront lieu, dans la limite des ressources existantes, au cours des mois de février, mars et avril 2012.

ADOPTION DU RAPPORT DE LA RÉUNION: Tania Raguž (Croatie), Rapporteur, a présenté le projet de rapport de la session (A/CONF.216/PC/L.3). Le rapport a été adopté par voie de consensus.

DÉCLARATIONS DE CLÔTURE: L'UE a notamment mis en exergue les liens entre l'économie verte et l'énergie durable et les ressources océaniques et marines, et a encouragé à faire de Rio 2012 «un succès qui résonne à travers le monde».

La Barbade, s'exprimant au nom de CARICOM, a demandé un appui aux préparatifs régionaux et interrégionaux des PEID. Le représentant des Maldives, au nom de l'AOSIS, a indiqué que Rio 2012 devrait répondre aux besoins des PEID et porter principalement sur une économie bleue. Le Guatemala a souligné

que les pays en développement devraient être représentés dans les «informelles-informelles», et a demandé un résumé des Coprésidents de la PrepCom II.

L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a attiré l'attention sur l'importance de l'industrialisation dans le contexte de la croissance verte des pays en développement. Des représentants de chacun des Grands groupes ont été invités à faire des déclarations de clôture. Bon nombre ont souligné la nécessité d'être inclus dans les «informelles-informelles» et la nécessité que le résultat soit fondé sur des connaissances scientifiques solides. Les Femmes ont déclaré qu'un meilleur mécanisme de financement devrait être convenu et que n'importe quelle nouvelle structure de gouvernement doit avoir une composante scientifique. La Jeunesse a appelé à une large participation des Grands groupes pour assurer que la communauté globale est engagée. Les Entreprises et l'industrie ont indiqué la nécessité de la cohérence institutionnelle et que les institutions devraient être stratégiquement alignées. Les Agriculteurs ont déclaré que la sécurité du droit foncier devrait être garantie pour les femmes, à l'aide de réformes foncières appropriées. Les Peuples autochtones ont indiqué qu'ils consulteront leurs communautés et présenteront les résultats du processus de Rio 2012.

Le Secrétaire général, Sha Zukang, a pris note de la nécessité des ressources pour le processus menant à Rio, en juin 2012, et a déclaré que les Grands groupes sont des partenaires importants et ont le droit à une pleine participation aux préparatifs de Rio 2012. Le Coprésident Park a indiqué que les prochaines étapes incluent de rendre le résumé des Coprésidents disponible vers la fin de la semaine prochaine, la préparation par le Bureau d'un document d'avant-projet de résultat, les cinq réunions régionales préparatoires, et des événements organisés par plus de 10 pays. Il a mis un terme à la réunion à 18h 41.

BRÈVE ANALYSE DE LA PREPCOM II

La route vers Rio 2012 est de plus en plus courte, et après la PrepCom II, la fin se profile à l'horizon. Alors que les participants soulevaient davantage de questions au sujet de l'économie verte et de la gouvernance du développement durable et recherchaient des réponses difficiles à trouver, après deux jours de réunions, quelques délégués ont concédé que «nous avons du retard, mais nous sommes néanmoins sur la bonne voie». Au cours des mois à venir, les initiatives menées par les pays et les ateliers organisés par l'ensemble des organisations de l'ONU aborderont les questions spécifiques reliées aux thèmes et objectifs de Rio 2012. La recherche des implications des options de gouvernance et les implications sur les emplois d'une évolution vers une économie verte peut aider les délégués à identifier les meilleures options. Puis, conformément à la décision adoptée à la fin de la PrepCom II, un projet de document de résultat sera préparé d'ici le mois de janvier 2012 et une série de négociations «informelles-informelles» résoudra les questions et déterminera l'approche de la communauté internationale au développement durable pour les décennies à venir. Cette brève analyse réfléchit sur les progrès accomplis sur les deux thèmes de la Conférence et la question émergente d'une «économie bleue».

ÉCONOMIE VERTE: DÉFINITION DES ÉLÉMENTS

En dépit des préoccupations subsistantes concernant les barrières au commerce et le protectionnisme vert, les délégués à la PrepCom II ont accompli des progrès en termes de développement et de compréhension du concept d'une économie verte. Avec l'aide du message qui a émergé du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement à Nairobi, en février 2011, un consensus émerge lentement, à savoir qu'une économie verte peut apporter l'équilibre et une meilleure cohérence aux trois piliers du développement durable. Bon nombre de présentateurs se sont centrés sur la question de savoir quels sont les éléments qu'une politique d'économie verte devrait inclure, et ont formulé des questions à mesure qu'ils cherchaient à comprendre comment une économie verte pourrait affecter la croissance et l'emploi. Tandis qu'un certain degré de scepticisme et de préoccupations demeure, et que certains doutent qu'une économie verte puisse stimuler une croissance respectueuse de l'environnement et socialement saine, et cherchent des «garanties» qu'elle ne déguisera pas le protectionnisme, d'autres reconnaissent que l'accord international a le rôle de développer un ensemble d'options qui refléteront les nuances et les besoins des différents pays.

«Les efforts pour rendre l'économie plus verte ne représentent généralement pas un ralentissement pour la croissance, mais un nouveau moteur de croissance», a conclu le récent rapport du PNUE intitulé, *Vers une économie verte*. Tandis que les pays développés semblent appuyer pleinement le paradigme de l'économie verte, il existe des exemples des avantages qu'apporte la croissance verte dans les pays en développement eux-mêmes, y compris la Chine, l'Ouganda et le Rwanda. La clef pour gagner l'appui des pays développés sceptiques — et peut-être mettre de côté les appels continus pour une définition qui fait consensus — est de se centrer sur les actions pratiques mises de l'avant, qui assurent un développement économiquement et socialement durable.

MAINTENIR BLEUE L'ÉCONOMIE VERTE

La réalité est plutôt sombre: 60% de tous les récifs coralliens sont menacés de destruction, les populations de poissons et de vertébrés d'eau douce ont diminué de presque 50%, et 40% des stocks de poissons de l'océan sont surexploités, en comparaison des 20% en 1992. Ces chiffres, plus que toute autre chose, montrent que les États ne sont pas parvenus à appliquer les dispositions de la déclaration de Rio 1992 et d'Action 21.

Lors de la première Réunion intersessions de la CNUDD, en janvier 2011, le Directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, a parlé de façon passionnée du rôle des subventions dans le secteur de la pêche et de comment une approche de l'économie verte pourrait contribuer à les éliminer et à améliorer la pêche et les moyens de subsistance qui en dépendent. L'appel pour une économie verte, qui est bénéfique aux océans, a également été répercuté dans les halls du CA/FMME du PNUE en février, où le représentant des îles Salomon, lors des remarques de clôture, a invité les délégués «à maintenir bleue l'économie verte».

Maintenant, deux semaines plus tard à la PrepCom II, les questions d'océans et celles reliées aux océans ont fortement résonné dans les discours de bon nombre d'orateurs, y compris plusieurs qui ont souligné l'importance des choix économiques pour la protection des écosystèmes marins, et en particulier les coalitions des petits États insulaires en développement, qui ont demandé que Rio 2012 aborde «l'économie bleue».

Tout comme les incitations et le commerce sont déterminants dans les efforts pour trouver des façons de réduire les pressions sur les ressources marines, les lacunes en matière de gouvernance sont également une problématique pressante pour la conservation des milieux marins. Le régime juridique pour les hautes mers est complexe et, selon certains, fragmenté et incomplet. Dans les couloirs, plusieurs délégués ont suggéré que les discussions au sujet de la réforme de la gouvernance environnementale internationale étaient particulièrement appropriées aux océans. Ils ont demandé à ce que Rio 2012 aborde également les lacunes en matière de gouvernance des océans, les échecs institutionnels et les problèmes de la mise en œuvre des mesures globales et régionales de conservation, et mette à profit le savoir-faire des institutions scientifiques pour définir des options de solutions. Concernant la pêche maritime en haute mer, par exemple, un délégué a recommandé de compter sur les bonnes pratiques des Organisations régionales de gestion des pêches qui ont démontré leur efficacité afin de renforcer non seulement les pratiques de gestion des pêches, mais également les efforts de conservation de la biodiversité au sens large.

Le point de savoir dans quelle mesure Rio 2012 servira de catalyseur pour renouveler l'engagement politique vers des changements radicaux dans l'infrastructure marine est encore incertain, mais ces discussions pourraient envoyer un message fort aux processus actuels, tels que le Groupe de travail spécial informel à composition non limitée des Nations Unies chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, de même qu'encourager le développement des mesures nationales d'application plus rigoureuses pour s'attaquer à la pêche illégale, non réglementée et non déclarée.

BONS BAISERS DE NAIROBI

Lors de la première Réunion intersessions de la CNUDD, les discussions sur le cadre international du développement durable n'ont été abordées qu'en surface. Bon nombre de questions demeurent sans réponse à ce PrepCom, alors que le pilier environnemental du développement durable et que la réforme de la GEI — l'une des facettes seulement de la réforme de la gouvernance du développement durable — sont au centre de l'attention du processus de la CNUDD.

Une des explications de l'attention plus large octroyée à la réforme de la GEI est que le Conseil d'administration du PNUE a demandé au Bureau de la CNUDD d'effectuer une analyse approfondie de toutes les implications des diverses options de réforme proposées dans le résultat du Groupe consultatif de Nairobi-Helsinki, une décision qui a été accueillie de façon mitigée par certains délégués. Ces délégués ont proposé qu'il devrait être du ressort du FMME de réaliser une analyse

complète, citant des préoccupations concernant les ressources potentiellement nécessaires et le fait que le processus politique explorant la réforme de la GEI à l'origine a été lancé par le PNUE et devrait donc y être complété.

Une autre explication est que le renforcement du pilier de la gouvernance environnementale globale fait partie d'une révision complète du cadre du développement durable. Citant l'évidence croissante que les décisions au sujet de l'environnement affectent les moyens de subsistance et le revenu des populations, bon nombre de délégués ont noté le rôle de la gouvernance environnementale renforcée dans la lutte contre la pauvreté.

Mais atteindre le consensus autour de ces questions n'est toujours pas à la portée, tel que certains l'ont argué, du fait que l'impulsion pour reformer et renforcer le pilier environnemental peut encore souffrir d'une insuffisance de leadership et de volonté politique. Entre les luttes pour émerger d'une récession économique et l'instabilité sociale et politique, qui changent la configuration politique de bon nombre de pays, l'environnement devient le parent pauvre par rapport à d'autres priorités nationales. Le défi pour les décideurs politiques est de prouver qu'un cadre de gouvernance environnementale renforcé est critique pour la croissance économique et l'amélioration des moyens de subsistance.

Parmi les déclarations sur le «rôle pivot du PNUE dans la mise en œuvre» et les appels à revisiter la relation entre le PNUE et l'ECOSOC en tant qu'élément de la réforme du PNUE, dans le cadre de l'architecture élargie du développement durable, les délégués ont soulevé un certain nombre d'autres options. Ils ont montré un intérêt dans les implications d'une structure «parapluie», proposée par le Brésil. En articulant sa «vision», le Brésil a expliqué qu'une telle structure s'appuierait sur les institutions existantes, leur donnant des orientations politiques, de la cohérence et de l'efficacité et une capacité accrue de mettre en œuvre les engagements de Rio et d'aborder les questions émergentes. Les réformes de la Commission sur le développement durable et de l'ECOSOC ont également été mentionnées. Les délégués ont aussi discuté de l'identification des bonnes pratiques et des options nationales en matière d'établissement des rapports. Ces points et d'autres idées exigeront davantage d'élaboration, comme les questions de duplication et d'enseignements tirés, qui seront explorées au cours des mois à venir. Parmi les questions proposées à l'extérieur de la salle de conférence figuraient celles de savoir comment le mécanisme d'examen par les pairs, proposé par plusieurs orateurs, serait différent de l'Examen ministériel annuel de l'ECOSOC, et si l'expérience des accords environnementaux multilatéraux avec l'établissement des rapports nationaux et le mécanisme pour l'échange de l'information offrent des enseignements utiles à cette discussion.

ET ENSUITE?

Alors que les délégués quittaient le Siège de l'ONU mardi soir, ils exprimaient un sentiment d'optimisme, et la satisfaction d'avoir conclu un accord sur un échéancier pour produire le document de résultat et codifier les vues des pays sur les objectifs et les thèmes de la Conférence. Tout en évitant de minimiser les différences significatives qui existent au sujet des

éléments des thèmes de la Conférence, bon nombre de délégués ont exprimé l'espoir que l'ensemble des organisations de l'ONU fournirait des données critiques et ont relevé que la disponibilité d'un avant-projet du document de résultat en janvier 2012 et les semaines «informelles-informelles», au cours de chaque mois de février à avril, fourniraient suffisamment de temps pour se préparer à Rio 2012 et pour résoudre les principales différences. La route vers Rio serpente toujours, mais les pays qui s'y sont engagés ont maintenant un GPS pour les guider.

PROCHAINES RÉUNIONS

Dialogue interactif de l'Assemblée générale de l'ONU avec le Groupe de travail de haut niveau du Secrétaire général sur la viabilité de l'environnement mondial: Le dialogue interactif informel avec les Coprésidents du groupe (le Président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, et la Présidente de la Finlande, Tarja Halonen) aura lieu le 16 mars 2011. Il est organisé par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Joseph Deiss (Suisse). **date:** 16 mars 2011 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Mme Hyun Sung, Bureau du Président de l'Assemblée générale **email:** sungh@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ga/president/65/initiatives/gsp.shtml>

Deuxième Atelier sur l'économie verte: Cet atelier est le deuxième d'une série de trois, organisé conjointement par les missions de 10 États membres de l'ONU, à l'initiative du Président de la 65^e session de l'Assemblée générale, Joseph Deiss (Suisse). L'initiative, connue en tant que Groupe des amis de l'économie verte, inclut les gouvernements de l'Égypte, du Gabon, de la Grenade, de la Hongrie, de l'Indonésie, du Mexique, de la République de Corée, de la Suède et de la Suisse. Cet atelier abordera «les occasions et les préoccupations relatives à l'économie verte». **date:** 23 mars 2011 **lieu:** New York, É.-U. **contact:** Marco Rossi **téléphone:** +1-212-286-1540 **email:** marco.rossi@eda.admin.ch **www:** <http://docs.wri.org/share/greeneconomy/>

Comité préparatoire de la PMA-IV: Cette réunion est la deuxième session du Comité préparatoire intergouvernemental pour la quatrième Conférence de l'ONU sur les Pays les moins avancés (PMA-IV). **dates:** 4-8 avril 2011 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Margherita Musollino-Berg, OHRLLS **téléphone:** +1-212-963-4844 **email:** musollino@un.org **www:** <http://www.un.org/wcm/content/site/ldc/home>

Édition 2011 du Dialogue mondial entre les entreprises et l'industrie: La route vers Rio+20: Cette réunion se concentrera sur le renforcement du rôle du secteur privé dans la transition vers une économie efficace en matière d'utilisation des ressources et verte. Elle est organisée par le PNUE et la Chambre de commerce internationale (CCI). **dates:** 11-12 avril 2011 **lieu:** Paris, France **contact:** Garrette Clark **téléphone:** +33-1-44-37-1420 **télécopieur:** +33-1-44-37-1474 **courriel:** garrette.clark@unep.org **www:** <http://www.unep.fr/scp/business/dialogue/2011/index.htm>

Troisième Atelier sur l'économie verte: Cet atelier est le dernier d'une série de trois, organisés conjointement par les missions de 10 États membres de l'ONU à l'initiative du Président de la 65^e session de l'Assemblée générale, Joseph

Deiss (Suisse). Cet atelier abordera les «voies de l'économie verte». **date:** 19 avril 2011 **lieu:** New York, É.-U. **contact:** Marco Rossi **téléphone:** +1-212-286-1540 **courriel:** marco.rossi@eda.admin.ch **www:** <http://docs.wri.org/share/greeneconomy/>

CDD 19: Cette session de l'année de politique négociera les options de politique relatives au module thématique du cycle 18-19 de la CDD: le transport, les produits chimiques, la gestion des déchets, l'exploitation minière et le cadre décennal de la programmation de modes durables de consommation et production. **dates:** 2-13 mai 2011 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Division de l'ONU pour le développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopieur:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** http://www.un.org/esa/dsd/csd/csd_csd19.shtml

Troisième session de la Plate-forme mondiale pour la prévention des catastrophes de la SIPC de l'ONU: Basée sur les leçons émergeant de l'examen de mi-mandat du Cadre d'action de Hyogo (CAH), cette réunion discutera de ce à quoi ressemblera le Cadre de prévention des risques de catastrophe au-delà de 2015. **dates:** 8-13 mai 2011 **lieu:** Genève, Suisse **téléphone:** +41-22-917-8908 **télécopieur:** +41-22-917-8964 **courriel:** isdr@un.org **www:** <http://www.unisdr.org/>

Quatrième Conférence de l'ONU sur les Pays les moins avancés (PMA-IV): Cette Conférence vise à évaluer les résultats du plan d'action décennal adopté à la troisième Conférence de l'ONU sur des PMA et à adopter de nouvelles mesures et stratégies visant leur développement durable. **dates:** 9-13 mai 2011 **lieu:** Istanbul, Turquie **contact:** Cinthya Marquez **téléphone:** +1-917-367-6006 **courriel:** marquez1@un.org **www:** <http://www.un.org/wcm/content/site/ldc/home>

GVEM 3: La troisième réunion du Groupe de travail de haut niveau du Secrétaire général sur la viabilité de l'environnement mondial (GVEM 3) se réunira en mai. **dates:** 16-18 mai 2011 **lieu:** Helsinki, Finlande **contact:** Secrétariat du GVEM **téléphone:** +1-917-367-4207 **courriel:** gsp-secretariat@un.org **www:** <http://www.un.org/wcm/content/site/climatechange/pages/gsp>

Débat thématique informel de l'Assemblée générale sur l'économie verte: Ce dialogue est organisé par le Président de l'Assemblée générale de l'ONU et abordera des questions telles que: Quelles sont les caractéristiques de l'économie verte? Quelles sont les barrières à la réalisation d'une économie verte? Basé sur les enseignements tirés des études de cas, comment un pays peut-il cheminer vers une économie verte? Comment l'économie verte peut servir de voie vers le développement durable? **date:** 2 juin 2011 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Mme Hyun Sung, Bureau du Président de l'Assemblée générale de l'ONU **courriel:** sungh@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ga/president/65/initiatives/index.shtml>

64^e Conférence annuelle de l'ONU DIP/ONG: Sociétés durables; Citoyens responsables: La 64^e Conférence annuelle des ONG et du Département des informations publiques (DIP) de l'ONU, visera à mettre l'accent sur les moyens dont dispose la société civile pour contribuer efficacement à créer et à maintenir des sociétés durables. La conférence cherchera à contribuer aux préparatifs de la société civile en vue de la

CNUDD. **Dates:** 3-5 septembre 2011 **lieu:** Bonn, Allemagne **Contact:** Centre de relations avec les ONG, DPI **téléphone:** +1-212-963-6842 **télécopieur:** +1-212-963-6914 **courriel:** dpingo@un.org **www:** <http://www.un.org/dpi/ngosection/annual-conf.asp>

Conférence de Vienne sur l'énergie 2011 (CVE 2011): Cette conférence, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), se regroupera sous la bannière «Énergie pour tous: Il est temps d'agir». Les principaux thèmes qui seront abordés incluent de: convenir d'une conception commune de l'accès à l'énergie; convenir d'une stratégie pour assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes et augmenter l'efficacité énergétique en réduisant l'intensité énergétique de 40% jusqu'en 2030; d'identifier des objectifs indicatifs et des politiques à l'appui de ces objectifs; et prioriser les principales actions nationales et régionales sur l'accès à énergie et l'efficacité énergétique. **dates:** 21-23 juin 2011 **lieu:** Vienne, Autriche **contact:** ONU-Énergie, ONUDI **courriel:** energy@unido.org **www:** <http://www.unido.org/index.php?id=1001185>

Session de fond 2011 de l'ECOSOC: La session de fond annuelle du Conseil économique et social se réunira en juillet. **dates:** 4-28 juillet 2011 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Nikhil Seth, Secrétariat de l'ECOSOC **téléphone:** +1-212-963-1811 **télécopie:** +1-212-963-1712 **courriel:** ecosocinfo@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ecosoc>

GVEM 4: La quatrième réunion du Groupe de travail de haut niveau du Secrétaire général sur la viabilité de l'environnement mondial (GVEM 4) aura lieu en marge de la 66^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. **dates:** 18-19 septembre 2011 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat du GVEM **téléphone:** +1-917-367-4207 **courriel:** gsp-secretariat@un.org **www:** <http://www.un.org/wcm/content/site/climatechange/pages/gsp>

Événement de haut niveau de l'AGNU sur la désertification: Cet événement traitera de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, afin de contribuer à sensibiliser au plus haut niveau, à réaffirmer l'accomplissement de tous les engagements en faveur de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et son Plan-cadre stratégique décennal (2008-2018), et à assurer une plus grande priorité à la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse à la CNUDD. **date:** 20 septembre 2011 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Melchiade Bukuru **téléphone:** +1-917-367-4081 **email:** bukuru@un.org **www:** http://www.unccd.int/media/newsflash/newsflash_001_2011.php

Réunion d'experts ayant pour objet de se concentrer sur les moyens de promouvoir l'utilisation durable des océans: En tant que contribution au processus de Rio 2012, la Principauté de Monaco convoquera une séance d'experts ayant pour objet de se concentrer sur les moyens de promouvoir l'utilisation durable des océans. **dates:** 28-30 novembre 2011 **lieu:** Principauté de Monaco **contact:** Mission permanente à l'ONU de la Principauté de Monaco **courriel:** Monaco@un.int **www:** <http://www.unccd2012.org/>

Conférence de Bonn 2011: Le thème de cette conférence est «L'eau, l'énergie et le lien avec la sécurité alimentaire – l'eau dans une économie verte». Elle est organisée sous l'auspice du Ministère fédéral du développement de l'Allemagne (BMZ) et du Ministère fédéral de l'environnement (BMU), pour contribuer aux préparatifs de la CNUDD. **dates:** 16-18 novembre 2011 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la Conférence de Bonn 2011 **téléphone:** +49-6196 79-1547 **courriel:** bonn.conference2011@giz.de **www:** <http://www.water-energy-food.org/en/home.html>

Deuxième Réunion intersessions de la CNUDD: Tel que demandé lors du premier PrepCom de la CNUDD, trois réunions intersessions seront convoquées, en plus des trois PrepComs, pour se préparer à l'événement de la CNUDD. Le but de la réunion est de s'engager dans «des discussions de fond portant sur l'avancement des thèmes de la Conférence». **dates:** mi-décembre 2011 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **téléphone:** +1-212-963-1267 **email:** uncsd2012@un.org **Internet:** <http://www.uncsd2012.org/>

Regard sur le sommet de terre: Le but du sommet est de se pencher sur les domaines des réseaux d'information environnementale et de l'accès à l'information à travers la collaboration multipartite afin de maintenir le suivi de la situation environnementale mondiale. **dates:** 12-15 décembre 2011 **lieu:** Abu Dhabi, Émirats arabes unis **contact:** Gerard Cunningham, PNUE **courriel:** gerard.cunningham@unep.org ou eo@ead.ae **www:** http://hqweb.unep.org/civil-society/Portals/59/Documents/Greenroom/events/Eye_On_Earth_Summit_GC-26_Briefing.pdf

Réunion de janvier 2012 ayant pour objet une discussion initiale de l'avant-projet de la CNUDD: Le but de la réunion est de discuter de l'avant-projet de document de résultat de la CNUDD. **dates:** janvier 2012 (provisoire) **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **téléphone:** +1-212-963-1267 **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

Informelles-informelles de la CNUDD: La PrepCom II a demandé trois réunions informelles-informelles, prévues pour se dérouler sur une durée d'une semaine, chaque mois de février à avril 2012, afin de préparer le document de résultat de la CNUDD. **dates:** février, mars et avril 2012 (dates exactes à déterminer) **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **téléphone:** +1-212-963-1267 **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

SECA/FMME-12: La 12^e Session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement aura lieu en 2012. **dates:** 20-22 février 2012 **lieu:** à déterminer **contact:** Secrétariat du Conseil d'administration du PNUE **téléphone:** +254-20-762-3431 **télécopie:** +254-20-762-3929 **courriel:** jamil.ahmad@unep.org **www:** <http://www.unep.org/>

Sixième Conférence mondiale sur les océans: La sixième Conférence mondiale sur les océans cherchera à fournir des données au processus de la CNUDD. **dates:** 20-24 février 2012 (provisoire) **contact:** Miriam C. Balgos **téléphone:** +1-302-831-8086 **télécopie:** +1-302-831-3668 **courriel:** mbalgos@udel.edu **www:** <http://www.globaloceans.org/>

Troisième Réunion intersessions de la CNUDD: Cette séance a été demandée lors du premier PrepCom de la CNUDD pour la préparation en vue de la CNUDD. Le but de la réunion est de tenir «des discussions de fond portant sur l'avancement des thèmes de la Conférence». **dates:** 5-7 mars 2012 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Secrétariat de la CNUDD **téléphone:** +1-212-963-1267 **email:** uncsd2012@un.org **Internet:** <http://www.uncsd2012.org/>

PrepCom III de la CNUDD: Cette réunion se tiendra en 2012 immédiatement avant la CNUDD au Brésil. **dates:** 28-30 mai 2012 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **téléphone:** +1-212-963-1267 **courriel:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

Conférence de l'ONU sur le développement durable: La CNUDD aura lieu au Brésil en 2012. La Conférence inclura les thèmes suivants: une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté; et le cadre institutionnel du développement durable. **dates:** 4-6 juin 2011 **lieu:** Rio de Janeiro, Brésil **contact:** Secrétariat de la CNUDD **téléphone:** +1-212-963-1267 **email:** uncsd2012@un.org **www:** <http://www.uncsd2012.org/>

GLOSSAIRE

AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
AOSIS	Alliance de petits États insulaires
CA/FMME	Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CDD	Commission des Nations Unies sur le développement durable
CNUDD	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio 2012)
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
COI	Commission Océanographique intergouvernementale de l'UNESCO
CPD	Consommation et production durable
GEI	Gouvernance environnementale internationale
OMC	Organisation mondiale du commerce
PEID	Petits états insulaires en développement
PEIPD	Petits états insulaires du Pacifique en développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PrepCom	Comité préparatoire
Rio 2012	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture